TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUÉBEC

DOSSIER : **C-2023-5469-1** (22-1070-1)

LE 1^{er} AOÛT 2025

**SOUS LA PRÉSIDENTE DE ISABELLE CÔTÉ,
JUGE ADMINISTRATIF**

LA COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

c.

L'agent **BOBBY MÉLANÇON**, matricule 13974
Membre de la Sûreté du Québec

DÉCISION

NOTE : EN VERTU DE L'ARTICLE 229 DE LA *LOI SUR LA POLICE*, RLRQ, c. P-13.1, LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE A RENDU UNE ORDONNANCE DE MISE SOUS SCHELLÉS DE LA PIÈCE P-2.

APERÇU

[1] Transporté à l'hôpital puisque l'on craint pour sa sécurité, M. Marc-Olivier Boisclair-Pellerin est saisi par le sac à dos par l'agent Bobby Mélançon, membre de la Sûreté du Québec (SQ), et tombe au sol, alors qu'il s'apprête à franchir la seconde porte de l'urgence. Une caméra de surveillance a capté une partie des images de l'intervention de l'agent Mélançon¹.

¹ Pièce C-3 « Brutalité policière 13 novembre 19 h36 ».

[2] Après enquête, la Commissaire à la déontologie policière (Commissaire), a déposé une citation² à l'encontre de l'agent Mélançon auprès du Tribunal administratif de déontologie policière (Tribunal). Plus particulièrement, elle lui reproche de ne pas avoir respecté les droits d'une personne sous sa garde, en l'occurrence M. Boisclair-Pellerin, en ayant recours à une force plus grande que celle nécessaire, commettant ainsi un acte dérogatoire à l'article 10 al. 2 (6) du *Code de déontologie des policiers du Québec*³ (Code).

[3] Pour la Commissaire, les versions de l'agent Mélançon et de son collègue, l'agent Jean-François Alain, venu lui prêter main-forte au domicile de M. Boisclair-Pellerin, sont invraisemblables, en ce qu'elles ne concordent pas avec la preuve documentaire, notamment les différents rapports rédigés par l'agent Mélançon à la suite des événements.

[4] Ainsi, selon elle, l'agent Mélançon a utilisé une force plus grande que celle nécessaire en empoignant M. Boisclair-Pellerin par le sac à dos et en le projetant au sol, comme en fait foi la vidéo.

[5] Pour sa part, la partie policière prétend que M. Boisclair-Pellerin a fait fi des consignes données par l'agent Mélançon lorsqu'ils étaient encore à bord du véhicule de patrouille, et réitérées plusieurs fois par la suite, d'attendre à la porte de l'urgence avant d'entrer, en raison de la situation pandémique de COVID-19 qui prévalait à ce moment et qui requérait que le triage s'effectue dans un garage attenant à l'urgence.

[6] La partie policière soutient également, à l'aide d'un témoignage d'expert, que la vidéo de l'événement ne constituant pas l'original, la clarté des images s'en trouve affectée, alors que sa copie n'a pas été créée à partir du même programme⁴ que l'original. De plus, la vidéo ne contient pas toutes les images de l'événement, ce qui a pour effet d'altérer la dynamique de l'intervention, donnant l'impression qu'elle est plus intense qu'en réalité.

[7] Après avoir pris en considération l'ensemble de la preuve, le Tribunal conclut que l'agent Mélançon a commis l'acte dérogatoire qui lui est reproché.

CONTEXTE

[8] Le 13 novembre 2020, peu avant 18 h, l'agent Mélançon donne suite à un appel transmis sur les ondes radio, après que le Centre de gestion des appels eut reçu un appel provenant de la mère de M. Marc-Olivier Boisclair-Pellerin. Ce dernier a tenu des propos suicidaires et sa mère craint pour sa sécurité.

² La citation est reproduite en annexe.

³ RLRQ, c. P-13.1, r. 1.

⁴ Pièce P-7 « (En liasse) Tracy Péloquin ».

[9] Étant donné que l'agent Mélançon est le plus près, il se rend au domicile de M. Boisclair-Pellerin, bien qu'il ne soit pas situé dans son secteur habituel. Pendant son déplacement, il s'entretient avec son collègue, l'agent Alain, avec qui il forme un duo lors de ce quart de travail. Ce dernier l'informe que sa conjointe, également policière, est intervenue la semaine précédente à la résidence de M. Boisclair-Pellerin et que l'intervention ne s'est pas très bien déroulée. Il lui indique donc qu'il va immédiatement aller le rejoindre chez M. Boisclair-Pellerin. Un autre agent, soit un dénommé Verret, muni d'un fusil à impulsion électrique, se rend aussi sur place.

[10] À son arrivée, l'agent Mélançon cogne à la porte de la résidence de M. Boisclair-Pellerin qui vient lui ouvrir. Il est surpris de la présence du policier, mais le laisse tout de même entrer. L'agent Mélançon reste sur le pas de la porte tandis que M. Boisclair-Pellerin s'assoit à la table de la cuisine située devant. Immédiatement, l'agent Mélançon constate que M. Boisclair-Pellerin a consommé de l'alcool.

[11] Une discussion s'ensuit entre les deux hommes au cours de laquelle M. Boisclair-Pellerin avoue vivre des moments difficiles. Les agents Alain et Verret arrivent sur l'entrefaite.

[12] Tel que le prévoyait la procédure à cette époque, l'agent Mélançon communique avec une intervenante du 811 et brosse avec elle un portrait de la situation de M. Boisclair-Pellerin. Par la suite, l'intervenante s'entretient avec ce dernier qui offre une collaboration plutôt limitée au point où elle préconise l'envoi d'une autre intervenante sur place, afin de rencontrer M. Boisclair-Pellerin et de procéder à son évaluation pour lui offrir les services qui répondent le mieux à son état de santé.

[13] Dans l'attente, l'agent Verret quitte les lieux. De son côté, l'agent Mélançon remarque sur la table la présence d'un paquet de cigarettes de contrebande qu'il saisit. Aussi, les policiers tentent de discuter avec M. Boisclair-Pellerin sur les raisons de leur présence, mais ce dernier demeure peu bavard.

[14] M. Boisclair-Pellerin continue de consommer de la bière et de fumer des cigarettes. À un certain moment, il récupère un paquet de cigarettes placé dans les poches de son chandail « kangourou » et l'échappe par terre. L'agent Mélançon en profite pour le saisir également.

[15] À l'arrivée de l'intervenante, celle-ci s'entretient avec l'agent Mélançon pour ensuite discuter avec M. Boisclair-Pellerin. Pendant ce temps, les policiers demeurent en retrait sur le balcon de l'appartement, tout en maintenant un contact visuel sur M. Boisclair-Pellerin. Au terme de cette discussion, M. Boisclair-Pellerin accepte d'être conduit à l'hôpital, mais sous la condition d'y être transporté à bord d'un véhicule de police et non d'une ambulance.

[16] Juste avant son départ, M. Boisclair-Pellerin prend quelques effets personnels et les insère dans un sac à dos. Par la suite, il est assis dans le véhicule de patrouille de l'agent Mélançon muni d'une cloison en plexiglas. On n'estime pas nécessaire de le menotter.

[17] L'agent Alain, de son côté, suit le véhicule de l'agent Mélançon. Après avoir stationné son véhicule près de l'entrée de l'urgence, il se rend à la rencontre de l'agent Mélançon qui a garé son véhicule à l'intérieur du garage annexé à l'urgence.

[18] Il voit alors l'agent Mélançon sortir du véhicule et ouvrir la portière arrière. M. Boisclair-Pellerin, toujours assis dans le véhicule, est en train de fumer. Importuné, l'agent Mélançon lui demande d'éteindre sa cigarette, mais il s'obstine refusant de collaborer, de sorte que l'agent Mélançon doit lui retirer la cigarette de la bouche.

[19] M. Boisclair-Pellerin sort seul du véhicule de patrouille et se dirige vers la porte de l'urgence située à quelques pieds, suivis par les agents Mélançon et Alain.

[20] Après avoir passé la première porte coulissante de l'urgence, M. Boisclair-Pellerin s'apprête à franchir la seconde, lorsqu'il est agrippé par le sac à dos qu'il porte sur son épaule gauche par l'agent Mélançon qui lui fait faire un demi-tour vers la droite. M. Boisclair-Pellerin se retrouve alors à plat ventre au sol dans la section du garage.

[21] M. Boisclair-Pellerin se relève de lui-même après que l'agent Mélançon eut tenté de l'aider. C'est alors que mécontent, M. Boisclair-Pellerin invective l'agent Mélançon en s'exprimant comme suit : « Heille, tu es un câlisse d'épais ».

[22] Une discussion s'ensuit entre les deux hommes et ils entrent dans l'urgence.

[23] Les agents quittent les lieux, une fois que M. Boisclair-Pellerin est pris en charge par le personnel infirmier. Un constat d'infraction est rédigé par l'agent Mélançon pour injure⁵. M. Boisclair-Pellerin décide de plaider coupable et paye l'amende imposée⁶.

[24] À la suite des événements en cause, des employés de la sécurité de l'hôpital visionnent la vidéo de surveillance et jugent opportun d'en aviser leurs supérieurs qui, à leur tour, en informent la SQ. Une enquête est alors entreprise par le Service des enquêtes internes de la SQ, le 10 décembre 2020⁷, laquelle se solde par le dépôt d'une accusation criminelle, contre l'agent Mélançon, de voies de fait en septembre 2021, pour laquelle un arrêt des procédures est prononcé le 19 décembre 2022⁸ pour des motifs que le Tribunal ignore.

⁵ Pièce C-5 « Note S Bélisle et constat (ann 26) ».

⁶ Pièce P-5 « Plumitif du constat 805975111 ».

⁷ Pièce C-2 « Courriel P Coté (ann 1) ».

⁸ Pièce P-4 « Plumitif (Mélançon, Bobby) ».

QUESTION EN LITIGE

[25] Eu égard au chef de citation déposé à l'encontre de l'agent Melançon, le Tribunal doit répondre à la question en litige suivante :

L'agent Mélançon a-t-il porté atteinte aux droits de M. Boisclair-Pellerin, placé sous sa garde, en utilisant une force plus grande que celle nécessaire?

DROIT APPLICABLE

[26] C'est sur l'article 10, alinéa 2 paragraphe 6 du Code que prend appui le chef de citation porté par la Commissaire, lequel article se lit comme suit :

« **10.** Le policier doit respecter les droits de toute personne placée sous sa garde et éviter de lui montrer de la complaisance.

Notamment, le policier ne doit pas:

1° sauf sur ordonnance médicale, fournir à une personne placée sous sa garde des boissons alcooliques, des stupéfiants, des hallucinogènes, des préparations narcotiques ou anesthésiques ou toute autre substance pouvant produire l'ivresse, l'affaiblissement ou la perturbation des facultés ou l'inconscience;

2° être négligent ou insouciant à l'égard de la santé ou de la sécurité d'une personne placée sous sa garde;

3° tenter d'obtenir au bénéfice d'une personne placée sous sa garde un avantage indu ou lui procurer un tel avantage;

4° sauf en cas de nécessité, fouiller une personne de sexe opposé, assister à la fouille d'une telle personne ou faire fouiller une personne placée sous sa garde par une personne qui ne soit pas du même sexe;

5° s'ingérer dans les communications entre une personne placée sous sa garde et son procureur;

6° avoir recours à une force plus grande que celle nécessaire à l'égard d'une personne placée sous sa garde;

7° permettre l'incarcération d'un mineur avec un adulte ou d'une personne de sexe féminin avec une personne de sexe masculin sauf dans les cas prévus par la loi. »

[27] Cet article vise à protéger la dignité, la sécurité et les droits fondamentaux des personnes privées de liberté, et donc plus vulnérables, en encadrant rigoureusement le comportement des policiers. Par le fait même, il impose aux policiers un devoir strict de respect envers toute personne placée sous leur garde en interdisant notamment l'usage d'une force plus grande que celle nécessaire. Dans de telles circonstances, le recours à la force demeure circonscrit par les principes de proportionnalité, de nécessité et de raisonnable⁹. En contrepartie, une force excessive, injustifiée et déraisonnable sera condamnable.

[28] Dans l'analyse de ces critères, le Tribunal se doit toutefois d'éviter d'évaluer les actes des policiers au regard d'une norme de perfection¹⁰.

[29] Par ailleurs, en déontologie policière, comme en discipline professionnelle, la faute doit être suffisamment grave pour être considérée à ce titre. Mais dès lors que la norme est spécifiquement prévue au Code, ce qui est le cas de l'utilisation de la force plus grande que celle nécessaire à l'égard d'une personne sous la garde d'un policier, la moralité et la probité professionnelle sont nécessairement enfreintes en cas de manquement¹¹. Ainsi, la preuve de l'existence d'un écart marqué entre le comportement reproché et la conduite qui aurait plutôt dû être adoptée devient superfétatoire.

[30] Enfin, rappelons qu'il appartient à la Commissaire d'établir par prépondérance chacun des éléments constitutifs de l'acte dérogatoire reproché¹². En contrepartie, le policier qui entend prouver un fait qu'il prétend est soumis au même fardeau de preuve, soit celui de la prépondérance des probabilités.

ANALYSE ET MOTIFS

Appréciation de la preuve

Preuve de la Commissaire

Fiabilité de la vidéo

[31] L'essentiel de la preuve présentée par la Commissaire de la conduite reprochée à l'agent Mélançon repose sur une vidéo silencieuse captée par une caméra de surveillance installée devant l'entrée de l'urgence empruntée par les ambulanciers de l'hôpital Hôtel-Dieu d'Arthabaska, où M. Boisclair-Pellerin a été transporté.

⁹ *R. c. Nasogaluak*, 2010 CSC 6.

¹⁰ *Id.*

¹¹ *Médecins (Ordre professionnel des) c. Bissonnette*, 2019 QCTP 51; *Gingras c. Simard*, 2013 QCCQ 8862, conf. par 2014 QCCS 3436.

¹² *Simard c. Québec (Commissaire à la déontologie policière)*, 2004 CanLII 20577 (QC CQ).

[32] Cette vidéo est importante puisque M. Boisclair-Pellerin est décédé avant l'audience et il n'a donc pu rendre témoignage, quoiqu'il ait déclaré aux enquêteurs de la SQ ne plus se rappeler de l'événement. Elle est d'une durée de 1,06 minute.

[33] Le champ de la caméra permet de couvrir l'entrée de l'urgence composée de deux portes coulissantes donnant sur un garage adjacent et réservé aux ambulances. Toutefois, il n'a pas permis de capter la partie de l'événement qui se déroule dans le garage, soit l'arrivée du véhicule de patrouille de l'agent Mélançon, son intervention auprès de M. Boisclair-Pellerin pour l'empêcher de fumer, ainsi que la sortie de ce dernier du véhicule.

[34] Avant toute chose, le Tribunal tient à statuer sur la fiabilité de la vidéo qui a été contestée en partie par la partie policière, par l'entremise d'un expert en analyse de vidéos, M^{me} Tracy Péloquin¹³.

[35] Sans reprendre l'entièreté de son témoignage, lequel n'est aucunement remis en cause par le Tribunal, M^{me} Péloquin conclut, de manière générale, que la vidéo déposée en preuve par la Commissaire n'est pas l'originale, mais plutôt une copie effectuée à l'aide d'un programme qui diffère de celui utilisé lors de l'enregistrement de la vidéo initiale.

[36] Elle en arrive à une telle conclusion pour deux raisons. La première est que la clarté de la vidéo est diminuée. En effet, le nombre de pixels normal d'une image provenant d'une caméra de surveillance est de 320 (largeur) par 240 (hauteur) pixels, ce qui correspond à une très petite image. Or, la vidéo produit plutôt des images agrandies qui sont moins bien définies.

[37] Deuxièmement, lors de son analyse de la vidéo, M^{me} Péloquin a constaté que la vidéo défile à une fréquence variable d'images par seconde, altérant ainsi la dynamique des mouvements. Selon son expertise, la fréquence des images varie entre 7,5 et 30 images par seconde tout au cours de la vidéo. De plus, plusieurs des images sont statiques, c'est-à-dire qu'elles se répètent, et, en moyenne, une image sur quatre est nouvelle. En clair, il est possible de voir l'image 1 qui se répète sur les quatre cadres suivants de la bande vidéo avant de voir l'image 2 qui, à son tour, se répète sur quelques cadres et ainsi de suite.

¹³ Pièce P-7 « (En liasse) Tracy Péloquin ».

[38] Enfin, de l'avis de M^{me} Péloquin, considérant l'existence d'images statiques dans la vidéo, la dynamique des mouvements est déformée et donne l'impression qu'ils sont plus intenses.

[39] Tel que précédemment mentionné, le Tribunal ne met pas en doute les constats de l'experte. Toutefois, ils ne sauraient pour autant invalider, même en partie, la vidéo. Pour le Tribunal, les constats apportés par M^{me} Péloquin imposent davantage une mise en garde sur la manière d'interpréter notamment la vitesse d'exécution des gestes posés par l'agent Mélançon.

[40] D'ailleurs, le visionnement de la vidéo à une vitesse normale ne permet pas de remarquer qu'il y a des images manquantes, alors que chaque image s'affiche quelques millisecondes.

[41] Ainsi, il demeure que la vidéo prouve objectivement les gestes qui, à leur face même, paraissent problématiques, de même que l'implication de l'agent Mélançon dans ceux-ci. D'ailleurs, M^{me} Péloquin n'a pas été en mesure d'affirmer que la vidéo avait été modifiée ou que son contenu avait été tronqué.

[42] Enfin, ces images permettent au Tribunal d'en inférer certains constats objectifs sur lesquels il aura l'occasion de revenir.

[43] Ainsi, de l'avis du Tribunal la fiabilité de la vidéo peut présenter, à certains égards, quelques lacunes, lesquelles, toutefois, ne contribuent pas suffisamment à en affecter son intégrité et sa fiabilité, donc incidemment sa valeur probante. La vidéo reste un témoin impartial, impassible et fidèle qui se rappelle des événements en cause¹⁴.

Témoignages

[44] Hormis cette vidéo, la Commissaire a fait entendre trois policiers de la SQ qui ont participé de près ou de loin à l'enquête, à la suite de la réception de la vidéo, ainsi que l'infirmière, M^{me} Mélanie Poirier, qui a procédé à l'admission de M. Boisclair-Pellerin lors de son arrivée à l'hôpital.

[45] En ce qui a trait aux témoignages des enquêteurs, soit les lieutenantes Alexandra Brochu et Sophie Bélisle, ainsi que le capitaine Patrick Côté, le Tribunal les juge crédibles et fiables. Ils ont été rendus avec impartialité et parfois à l'aide de notes prises au cours de l'enquête.

¹⁴ R. c. *Nikolovski*, [1996] 3 R.C.S. 1197.

[46] Le Tribunal ne peut en dire autant de celui de M^{me} Poirier. Ce n'est pas tant la crédibilité de son témoignage qui s'avère déficiente, mais plutôt sa fiabilité. Ses souvenirs sont flous, imprécis, voire absents. En effet, autant dans sa déclaration offerte aux enquêteurs de la SQ¹⁵ que lors de son témoignage, M^{me} Poirier décrit que, après avoir entendu des cris, elle se dirige vers le garage. Compte tenu de ces cris, elle lance un code blanc, c'est-à-dire une demande d'aide pour maîtriser physiquement un individu violent. Une fois devant les portes coulissantes, elle remarque un policier et un homme qui crient toujours. Bien qu'elle indique dans sa déclaration avoir entendu ce dernier injurier le policier, en contre-interrogatoire, elle avoue qu'elle ne s'en rappelait plus.

[47] Par la suite, elle mentionne avoir vu le policier pousser l'homme dans le dos et celui-ci avancer d'un pas vers l'avant. Jamais elle ne fait état que M. Boisclair-Pellerin tombe au sol. Or, la description des événements qu'elle apporte ne concorde pas avec la vidéo, laquelle constitue une preuve incontestable de ce qui s'est produit. Le Tribunal ne peut prêter foi à cette partie de son témoignage.

[48] Cependant le Tribunal retient celle où M^{me} Poirier explique que, pendant la pandémie de COVID-19, selon la raison de la consultation, soit les patients restaient dans le garage, soit ils entraient entre les deux portes coulissantes de l'urgence et utilisaient un interrupteur placé à cet endroit pour aviser le poste des infirmiers ou soit ils se rendaient jusqu'au poste.

[49] Son témoignage va dans le même sens que celui de la lieutenant Brochu qui, au cours de son enquête, n'a répertorié aucune directive ou aucun courriel provenant de l'hôpital invitant les policiers, pendant la pandémie, à demeurer dans le garage lorsqu'ils se présentaient à l'urgence avec une personne. Tout au plus, elle a appris, et il a été mis en preuve, qu'un interrupteur avait été installé entre les deux portes de l'urgence, afin d'aviser le poste des infirmières de la présence d'une personne, sur lequel était apposé un avis adressé au service ambulancier de ne pas circuler dans l'urgence, sauf exception¹⁶.

[50] Si suivant cette preuve le Tribunal considère que l'hôpital prônait, durant la pandémie, l'attente dans le garage de l'urgence lors de l'accueil et du triage des patients arrivés en ambulance, il estime néanmoins que rien n'interdisait totalement l'entrée dans l'urgence, auquel cas les portes auraient été soit barrées ou surveillées.

¹⁵ Pièce C-6 « Annexe 33 Déclaration Mélanie Poirier ».

¹⁶ Pièce C-4 « Annexe 29 Avis urgence ».

Preuve de la partie policière

Témoignages

[51] Pour sa part, la partie policière a fait témoigner les agents Alain et Mélançon. Leur description des faits sur la première partie de l'événement, soit du moment où ils se présentent à la résidence de M. Boisclair-Pellerin et qu'ils quittent vers l'hôpital avec lui, est semblable et comporte peu d'incohérences, sauf sur la saisie des paquets de cigarettes, ainsi que sur des injures proférées par M. Boisclair-Pellerin à l'endroit de son collègue, éléments que l'agent Alain ne se remémore pas.

[52] Le Tribunal retient également de leur témoignage que M. Boisclair-Pellerin avait consommé de l'alcool avant leur arrivée, et qu'il a continué à en boire, soit de la bière, pendant qu'ils sont en sa présence. Il fume également plusieurs cigarettes.

[53] Cela étant dit, les témoignages des policiers présentent des enjeux de crédibilité et de fiabilité.

[54] D'abord, le Tribunal note que, de manière générale, le témoignage de l'agent Alain est plus nuancé que celui de son collègue lorsqu'il est question du comportement et de l'attitude de M. Boisclair-Pellerin. L'agent Alain soutient que M. Boisclair-Pellerin n'est pas content de leur présence, mais n'est pas agressif pour autant.

[55] Pour sa part, l'agent Mélançon dépeint davantage M. Boisclair-Pellerin comme quelqu'un qui manifeste son mécontentement face à la présence des policiers, qui est en état d'ébriété et avec qui la communication est difficile. Le Tribunal convient que M. Boisclair-Pellerin n'a pas été sans faute, mais l'agent Mélançon tend à exacerber la situation.

[56] En effet, l'agent Mélançon, tout au cours de son témoignage, répète que M. Boisclair-Pellerin ne collabore pas, ni avec eux, ni avec l'intervenante au téléphone, et qu'il est rébarbatif à leur présence. Pourtant, la preuve prépondérante démontre qu'il offre une certaine collaboration aux policiers et à l'intervenante en acceptant d'être conduit à l'hôpital en vertu de l'application de la *Loi sur la protection des personnes dont la santé mentale présente un danger pour elles-mêmes ou pour autrui*¹⁷ (Loi P-38). De plus, s'il était si peu collaborateur, pourquoi a-t-il été transporté dans le véhicule de police sans être menotté?

¹⁷ RLRQ, c. P-38.001.

[57] Il appert également de la preuve et il n'a pas été contesté que M. Boisclair-Pellerin ne crie pas après les policiers et qu'il ne se choque pas lorsque l'agent Mélançon saisit ses paquets de cigarettes ni quand il lui retire la cigarette de la bouche en arrivant à l'hôpital. Même s'il peut être fâché, il ne le laisse pas transparaître par des gestes ou par des mots, à l'exception de l'injure proférée à l'endroit de l'agent Mélançon, après être tombé par terre.

[58] Le Tribunal ne réfute pas le fait que M. Boisclair-Pellerin a consommé de l'alcool avant l'arrivée des policiers et pendant qu'ils sont en sa présence. Cependant, alors que l'agent Alain témoigne que M. Boisclair-Pellerin semble affecté par l'alcool et qu'il est un peu ralenti, l'agent Mélançon soutient pour sa part qu'il est en état d'ébriété et qu'il ne veut pas collaborer, préférant consommer de l'alcool en bonne quantité.

[59] Le nombre de canettes de bière bues peut donner un indice sur l'état dans lequel était M. Boisclair-Pellerin, mais n'est pas suffisant à lui seul, d'autant plus que la version des policiers diverge à cet égard.

[60] De plus, le Tribunal tient à souligner que M^{me} Poirier, l'infirmière qui a pris en charge M. Boisclair-Pellerin, a témoigné que, suivant ses notes médicales qu'elle a relues préalablement à l'audience, elle avait inscrit que celui-ci avait consommé de l'alcool, mais que ses propos étaient cohérents et qu'il était collaborateur.

[61] Bien que l'agent Alain ait pu livrer un témoignage plus juste et plus objectif que celui de l'agent Mélançon lorsqu'il a été question de l'attitude et du comportement de M. Boisclair-Pellerin, le Tribunal relève tout de même que, à certains moments, il a aussi une tendance à l'exagération afin de renforcer la version de son collègue.

[62] À titre d'exemple, il explique que M. Boisclair-Pellerin « se déséquilibre » lorsque l'agent Mélançon l'empoigne par le sac à dos, parce qu'il ne le prend pas fortement. Il ajoute également que, puisque l'agent Mélançon n'a pas utilisé ses hanches, il ne peut avoir projeté M. Boisclair-Pellerin au sol. Or, le Tribunal doute que l'agent Alain puisse conclure de la sorte sur la façon que l'agent Mélançon a saisi M. Boisclair-Pellerin, alors que la vidéo montre le contraire. Il doute aussi qu'il ait eu le temps de remarquer qu'il n'avait pas utilisé les hanches, compte tenu de l'endroit où il était positionné et de la vitesse à laquelle s'est effectuée la manœuvre, même s'il avoue, après coup, que c'est en visionnant la vidéo qu'il a fait ces constats.

[63] Par ailleurs, il est vrai que les versions des agents Alain et Mélançon se corroborent sur le fait que M. Boisclair-Pellerin a été avisé de les attendre avant d'entrer dans l'hôpital, et ce, à plusieurs reprises, en raison des nouvelles mesures préventives mises en place par l'hôpital en lien avec la COVID-19. Cela dit, le Tribunal considère ces explications invraisemblables, alors qu'elles ne concordent pas avec la preuve documentaire contemporaine aux événements.

[64] En effet, le 13 novembre 2020, l'agent Mélançon rédige un constat d'infraction pour injure qu'il transmet à M. Boisclair-Pellerin. Sur l'endos, il a l'occasion de faire état des événements. Il traite de la décision de transporter M. Boisclair-Pellerin à l'hôpital à la suite de la visite d'une intervenante, de la frustration de ce dernier par rapport à cette décision, de son transport à l'hôpital en véhicule de patrouille, du fait qu'il est fâché parce qu'on l'empêche de fumer dans le véhicule, du fait qu'il ne collabore plus et qu'il doit être maîtrisé tellement il est agité, ainsi que des propos injurieux qu'il a prononcés à l'endroit de l'agent Mélançon¹⁸. Toutefois, il n'est jamais question de consignes relatives à la COVID-19 ou de discussion concernant l'obligation d'attendre les policiers avant d'entrer dans l'urgence. De plus, il ne détaille pas la manière dont il a maîtrisé M. Boisclair-Pellerin.

[65] Il en est de même lorsqu'il rédige le rapport d'événement¹⁹, daté également du 13 novembre 2020, où il écrit : « Nous effectuons le transport au HDA. À notre arrivée, VIC se désorganise puisque je l'empêche de fumer dans mon auto-patrouille. Après avoir été maîtrisé, il est prit en charge par le personnel infirmier. » (*sic*)

[66] Une fois de plus, il y a peu de détails. Si la véritable raison de la « maîtrise » est de ne pas avoir respecté les consignes en lien avec la COVID-19, il n'en est pas fait mention. Mais tel n'était pas le cas, de l'avis du Tribunal.

[67] Au surplus, il importe de noter que, non seulement l'agent Mélançon ne mentionne pas, dans les différents rapports, avoir avisé M. Boisclair-Pellerin de telles consignes, mais il ne décrit pas plus le geste qu'il a posé à l'endroit de ce dernier lorsqu'il a voulu l'empêcher d'entrer dans l'urgence, s'en tenant plutôt à une explication sommaire et superficielle, soit que M. Boisclair-Pellerin a dû être maîtrisé parce qu'il s'est désorganisé après qu'on l'eut empêché de fumer.

[68] Connaissant ce qui s'est déroulé en raison de la vidéo, cette omission dans les différents rapports donne à penser qu'on a un intérêt à ne pas vouloir en traiter.

[69] Contre-interrogé par la procureure de la Commissaire sur les raisons qui expliquent l'absence des détails sur les avis donnés à M. Boisclair-Pellerin dans le rapport d'événement, l'agent Mélançon répond que ce n'est pas vraiment grave, puisqu'il s'agit d'un document administratif qu'il a rempli à sa manière et dans ses mots. Le Tribunal demeure dubitatif face à une telle réponse, étant donné l'enseignement fourni aux policiers sur la façon de rédiger les rapports et l'importance d'être précis. Il a aussi pu constater que, l'étau se resserrant, l'agent Mélançon devient sur la défensive et manifeste une certaine impatience à l'égard de la procureure.

¹⁸ Pièce C-5 « Note S Bélisle et constat (ann 26) ».

¹⁹ Pièce P-11 « Rapport d'évènement 400 Bobby Mélançon ».

[70] L'agent Mélançon en rajoute, lors de son témoignage, lorsqu'il affirme que, pendant le transport de M. Boisclair-Pellerin vers l'hôpital, lequel s'est échelonné sur une distance d'à peine un kilomètre²⁰, il prend le temps d'expliquer les nouvelles façons de faire lors du triage. Il met même l'accent sur le fait qu'il lui a particulièrement mentionné de les attendre dans le stationnement. Or, sa version est invraisemblable une fois de plus. En effet, le véhicule de patrouille est stationné à deux pas de la porte de l'urgence et les policiers sont positionnés à ses côtés lorsqu'il sort du véhicule. Selon le Tribunal, l'agent Mélançon amplifie sa version pour établir son point.

[71] Le Tribunal ne détient pas la preuve que les agents se sont concertés afin d'élaborer une version commune des faits afin de justifier le comportement de l'agent Mélançon, mais toujours est-il qu'il ne peut qualifier de prépondérantes leurs explications.

[72] Non seulement les témoignages des agents ne convainquent pas le Tribunal que l'agent Mélançon craignait que M. Boisclair-Pellerin entre dans l'urgence sans les attendre qui, comme il l'a lui-même prétendu, « est parti tout d'un coup » une fois descendu du véhicule, mais la manière dont les policiers se déplacent le démontre également.

[73] En effet, un examen attentif des agents Mélançon et Alain sur la vidéo permet au Tribunal de constater qu'ils suivent de près M. Boisclair-Pellerin, mais qu'ils ont une démarche normale et même nonchalante. Du moins, ni l'un ni l'autre des agents ne présente un comportement laissant présager qu'il est en réaction à quelqu'un qui, malgré plusieurs avertissements, part ou fait fi d'une directive. L'agent Mélançon replace même son masque juste avant de pénétrer dans l'entrée.

[74] Ce n'est qu'une fois que M. Boisclair-Pellerin passe la première porte coulissante et qu'il continue vers la seconde, que l'agent Mélançon réagit et l'attrape par le sac à dos. Sa réaction de dernière minute est davantage compatible avec une situation inattendue.

[75] La réaction de l'agent Alain est révélatrice du comportement imprévu de son collègue. Suivant son témoignage, il raconte avoir crié à M. Boisclair-Pellerin d'arrêter, avant qu'il entre dans l'urgence. Il ajoute aussi que lorsque M. Boisclair-Pellerin s'apprête à tomber, il a le réflexe de se reculer pour éviter la transmission de la COVID-19.

²⁰ Pièce C-8 « Trajet Citoyen à Hôpital – Google Maps ».

[76] Or, de l'avis du Tribunal, ces explications ne collent pas avec les images de la vidéo qui montrent plutôt un policier qui semble surpris par la situation en s'arrêtant net et en reculant tranquillement, au moment où M. Boisclair-Pellerin tombe. De plus, le fait de ramasser le sac à dos de M. Boisclair-Pellerin sans prêter main-forte à son collègue n'est pas compatible avec le comportement d'un policier faisant face à un individu qui vient d'ignorer un ordre.

[77] Considérant ce qui précède, les témoignages des agents n'atteignent pas le seuil suffisant de crédibilité et de fiabilité permettant au Tribunal de les considérer dans leur entièreté. Ainsi, le Tribunal estime que la prépondérance de la preuve ne démontre pas que les agents Mélançon et Alain ont avisé M. Boisclair-Pellerin d'attendre dans le garage avant d'entrer dans l'urgence et qu'ils lui ont répété cette consigne.

Expertise

[78] La partie policière a fait entendre un autre expert, soit M. Martin Lechasseur. Ancien policier au sein de la SQ, M. Lechasseur a été déclaré expert en emploi de la force par le Tribunal. Il a été mandaté par la partie policière afin de donner son opinion sur le recours à l'emploi de la force à l'encontre de M. Boisclair-Pellerin.

[79] À cet effet, il a produit un rapport d'expertise²¹ et a témoigné devant le Tribunal.

[80] De l'avis de M. Lechasseur, l'option prise par l'agent Mélançon de saisir M. Boisclair-Pellerin par le sac à dos et de l'envoyer au sol, technique qu'il qualifie pourtant « d'assez musclée », était raisonnable dans les circonstances. Il prend en compte le comportement de M. Boisclair-Pellerin qui a subitement changé à partir du moment où les policiers lui ont interdit de fumer et du fait qu'il résistait activement aux consignes des policiers en continuant de marcher vers l'urgence. À cet effet, il écrit au sujet de M. Boisclair-Pellerin « [...] le sujet change soudainement de comportement, il semble en colère et se déplace comme pour échapper à la garde des policiers en ignorant les ordres répétés de ceux-ci. »²²

[81] Également, il considère que l'agent Mélançon devait faire respecter la réglementation de l'hôpital applicable dans le cadre de la pandémie de COVID-19.

²¹ Pièce P-12 « (En liasse) Martin Lechasseur ».

²² *Id.*, p. 18.

[82] Pour ce faire, il devait agir rapidement, selon M. Lechasseur. Ce dernier parle même d'une urgence d'agir, à partir du moment où M. Boisclair-Pellerin franchit la première porte coulissante. L'environnement dans lequel se déroule l'intervention, soit l'entrée de l'urgence, un lieu exigu, a aussi eu un impact sur la technique privilégiée par l'agent Mélançon, toujours aux dires de M. Lechasseur. Celui-ci restreignait l'utilisation d'autres techniques en emploi de la force.

[83] L'opinion de l'expert repose sur les déclarations des policiers. En effet, plusieurs des paramètres qui alimentent sa réflexion et justifient sa position se fondent sur les témoignages des policiers. Par exemple, il considère le fait que M. Boisclair-Pellerin ne respecte pas les consignes et qu'il fuit en quelque sorte les policiers en continuant de marcher en direction de l'urgence. Or, ceux-ci ne sont pas retenus par le Tribunal.

[84] De plus, l'expert n'éclaire pas le Tribunal dans l'éventualité où la preuve présentée par la Commissaire aurait été appréciée comme étant la plus vraisemblable.

[85] Incidemment, le Tribunal ne peut prendre en compte l'avis et les conclusions de M. Lechasseur en ce qui a trait au recours à la force de l'agent Mélançon à l'égard de M. Boisclair-Pellerin.

L'agent Mélançon a-t-il porté atteinte aux droits de M. Boisclair-Pellerin, placé sous sa garde, en utilisant une force plus grande que celle nécessaire?

[86] La faute déontologique reprochée à l'agent Mélançon est celle d'avoir utilisé une force plus grande que celle nécessaire. Plus particulièrement, on lui reproche d'avoir saisi M. Boisclair-Pellerin par le sac à dos et de l'avoir envoyé au sol.

[87] Pour qualifier une force de nécessaire, elle doit d'abord être justifiée.

[88] Il appert de la preuve prépondérante que M. Boisclair-Pellerin est transporté à l'hôpital par les policiers en vertu des pouvoirs qui leur sont conférés par la Loi P-38. Dans un tel contexte, ils avaient à son égard un devoir de garde jusqu'à ce qu'il soit pris en charge par l'hôpital.

[89] Plusieurs scénarios auraient pu justifier l'utilisation de la force dans ces circonstances, notamment si M. Boisclair-Pellerin avait tenté d'échapper à la surveillance des policiers ou encore s'il avait refusé d'être amené à l'hôpital.

[90] En l'espèce, même si le Tribunal n'accorde pas prépondérance aux explications des policiers, il croit néanmoins que la raison pour laquelle l'agent Mélançon veut éviter que M. Boisclair-Pellerin pénètre dans l'urgence repose sur l'idée de vouloir prévenir la propagation de la COVID-19, ce qui, a priori, paraît raisonnable.

[91] Cependant, l'application d'une consigne qui n'était pas péremptoire, si légitime soit-elle, n'autorisait pas l'agent Mélançon à agir de la façon qui a été immortalisée par la vidéo²³.

[92] Comme mentionné précédemment, la vidéo montre que c'est juste après avoir franchi la première porte coulissante que l'agent Mélançon agrippe le sac à dos de M. Boisclair-Pellerin qu'il porte sur son épaule gauche.

[93] Rejetant la prétention des policiers à savoir qu'ils ont avisé au préalable M. Boisclair-Pellerin, soit de les attendre avant d'entrer dans l'urgence ou encore de la nouvelle directive de l'hôpital concernant l'accueil ou le triage des patients de l'urgence depuis la pandémie de COVID-19, le Tribunal estime, par conséquent, que l'agent Mélançon décide d'intervenir auprès M. Boisclair-Pellerin à la toute dernière minute, réalisant alors, peut-être en raison de l'interrupteur, qu'il serait préférable d'aviser de leur présence avant d'entrer.

[94] Il y a fort à parier que, dans ces circonstances, M. Boisclair-Pellerin a alors été pris par surprise, ce qui a pu contribuer à lui faire perdre l'équilibre plus facilement. Toutefois, un examen minutieux de la vidéo, image par image, ne permet de conclure qu'il s'est enfargé d'une quelconque manière. L'agent Mélançon n'a pas non plus témoigné que M. Boisclair-Pellerin a offert alors une résistance, notamment en tirant en sens inverse.

[95] Lorsqu'on en revient à la vidéo, celle-ci révèle que, après avoir empoigné énergiquement le sac à dos de M. Boisclair-Pellerin, l'agent Mélançon le fait tourner sur sa droite jusqu'à environ 180 degrés, tout en reculant légèrement en direction du garage. Le corps et les pieds de l'agent Mélançon suivent le même mouvement.

[96] Aussi, même en demeurant prudent sur le fait que la vidéo ne rend pas justice à la vitesse d'exécution de la manœuvre, il est possible de remarquer que M. Boisclair-Pellerin est projeté vers l'avant, ce qui le fait tomber du même coup.

²³ Pièce C-3 « Brutalité policière 13 novembre 19 h36 ».

[97] Dans son expertise, M. Lechasseur soutient que l'agent Mélançon n'a pas utilisé une technique de projection, puisque, pour qu'il y ait projection, les deux pieds de la personne doivent quitter le sol, soit « par fauchage » ou « par renversement par le corps ». Le Tribunal partage l'avis de M. Lechasseur en ce que l'agent Mélançon n'a pas effectué l'une de ces techniques, lesquelles, en revanche, ne détiennent pas l'exclusivité en matière de projection.

[98] Un visionnement attentif de la vidéo, image par image, démontre qu'à 19 h 36 et 19 secondes²⁴, le genou droit de l'agent Mélançon est légèrement fléchi et son talon gauche est alors soulevé. Or, une telle position confirme, ce que l'on constate lorsqu'on regarde la vidéo à une vitesse normale, soit que l'agent Mélançon projette ou repousse avec force M. Boisclair-Pellerin vers l'avant.

[99] De plus, si à un certain moment les deux pieds de ce dernier se trouvent vis-à-vis l'embrasure de la première porte coulissante, ils aboutissent plus loin devant, une fois que M. Boisclair-Pellerin est immobilisé²⁵. Il a donc soit plané ou glissé. Quoiqu'il en soit, une fois de plus, ce constat avalise la thèse de la projection.

[100] Ainsi, de l'avis du Tribunal, l'agent Mélançon n'a pas cherché à diriger M. Boisclair-Pellerin dans sa chute en l'amenant au sol. Dans un tel cas, ces deux talons auraient été appuyés par terre, du moins, M. Boisclair-Pellerin serait tombé à ses pieds.

[101] Le Tribunal concède que les options offertes à l'agent Mélançon étaient limitées par l'environnement. Toutefois, une approche communicationnelle aurait d'abord dû être privilégiée, ce qui n'a pas été le cas. De plus, l'agent Mélançon pouvait, à la limite, faire reculer M. Boisclair-Pellerin jusqu'au garage ou encore simplement le retenir par le bras ou le sac à dos.

[102] Également, le Tribunal est conscient qu'un policier ne peut pas toujours, dans le feu de l'action, mesurer avec justesse la force nécessaire²⁶. Cependant, aucune urgence d'agir ou d'obligation d'assurer sa propre sécurité ou celle de son collègue ne justifiait l'agent Mélançon à repousser M. Boisclair-Pellerin aussi promptement et avec tant de vigueur.

[103] La manœuvre employée par l'agent Mélançon n'est donc pas proportionnelle à la résistance offerte par M. Boisclair-Pellerin, laquelle était absente, de même que la présence de gestes menaçants. La force utilisée était donc excessive.

²⁴ Pièce P-7 « (En liasse) Tracy Péroquin », document « Full Image Sequence ».

²⁵ *Id.*, dernières images apparaissant à 19 h 36, 20 secondes.

²⁶ R. c. *Nasogaluak*, préc., note 9.

[104] Au vu de ce qui précède, le Tribunal conclut que, suivant la prépondérance de la preuve, l'agent Mélançon a utilisé une force au-delà de celle nécessaire dans les circonstances.

[105] **POUR CES MOTIFS**, le Tribunal **DÉCIDE** :

[106] **QUE** l'agent **BOBBY MÉLANÇON** a dérogé à l'article **10 al. 2 (6)** du *Code de déontologie des policiers du Québec* (avoir eu recours à une force plus grande que celle nécessaire à l'encontre de M. Marc-Olivier Boisclair-Pellerin).

Isabelle Côté

M^e Fanny Roy
Desgroseilliers, Roy, Chevrier Avocats
Procureurs de la Commissaire

M^{es} Nadine Touma et Valérie Thériault
Les avocats Poupart, Touma
Regroupement d'avocats autonomes
Procureurs de la partie policière

Lieu de l'audience : Victoriaville et à distance

Dates de l'audience : 26 au 28 mars 2025 et 3 avril 2025

ANNEXE

La Commissaire à la déontologie policière cite devant le Comité de déontologie policière, l'agent Bobby Melançon, matricule 13974, membre de la Sûreté du Québec :

1. Lequel, à Victoriaville, le ou vers le 13 novembre 2020, alors qu'il était dans l'exercice de ses fonctions, n'a pas respecté les droits d'une personne placée sous sa garde, en ayant recours à une force plus grande que celle nécessaire à l'encontre de M. Marc-Olivier Boisclair-Pellerin, commettant ainsi un acte dérogatoire prévu à l'article **10 (6)** du *Code de déontologie des policiers du Québec* (Chapitre P-13.1, r. 1).